

**L'ILLUSION MERIT**  
**DAVID GUILBAUD**  
**EDITIONS O. JACOB**



L'école française se caractérise par une forte ségrégation scolaire ; une ségrégation ethnique, académique, sociale.

Ces trois formes de ségrégation sont liées entre elles. **La mixité sociale dans les classes bénéficie aux élèves plus faibles sans nuire à la réussite des meilleurs ; elle est à la fois équitable et efficace.**

Deux fortes spécificités de notre système : les performances scolaires nettement supérieures d'une élite d'élèves et l'influence particulièrement significative du milieu socioéconomique d'origine sur la réussite scolaire de chaque élève. Le fondement de ces inégalités est bien social et non ethnique comme on voudrait le faire croire.

Les évolutions observées en France sont en particulier caractérisées par un effet croissant des possessions culturelles du foyer, au premier rang desquelles figurent les livres, sur les résultats scolaires des élèves.

L'écart se creuse entre les parents cultivés et les autres quant aux ambitions scolaires. Les enseignants développeraient des interactions inégales selon le milieu culturel de leurs élèves.

L'écart des dépenses éducatives s'est sensiblement creusé en faveur des plus scolarisés, qui sont aussi bien davantage issus des milieux aisés. La durée d'étude de ces élèves a plus fortement augmenté ; d'autre part les études supérieures sont plus coûteuses que le primaire et le collège.

Ces 20 dernières années un accroissement sensible des efforts éducatifs en faveur des élèves majoritairement aisés, dont les scolarités sont plus longues et un délaissement relatif des élèves les moins scolarisés, d'origine modeste. Plus les parents sont aisés plus les élèves bénéficient des dépenses de l'état. Le système éducatif repose sur une discrimination négative, donner plus à ceux qui ont le plus. L'inverse de ce qui est affiché.

Les discours méritocratiques ont un point aveugle : ils ignorent les inégalités de capital qui sont au fondement de la position des enfants dans la hiérarchie sociale. Les principales espèces de capital : capital économique lié au patrimoine des parents, le capital culturel, connaissance du système scolaire et le capital social.

Les inégalités dans la répartition des diverses espèces de capital se cumulent pour y produire des effets puissants.

« Ceux qui ne sont rien » c'est d'abord qu'ils n'ont rien (aucun capital économique, culturel, social), qu'ils ne peuvent pas devenir quelqu'un. Le discours méritocratique méconnaît le fait que l'échec de nombreux représentants de catégories sociales dominées, s'il n'était pas programmé, résulte de leur position initiale défavorable sur le marché scolaire.

La psychologie du développement a montré les effets décisifs des premières années de l'existence dans le développement cognitif et la progression scolaire ; notamment langagier. La quantité et la variété des stimulations langagières exercent leurs effets très tôt. Le développement cognitif est lié à des indicateurs du milieu social tels que le style éducatif. A l'âge de 5 ans les inégalités entre enfants de cadre et d'ouvriers sont sensibles dans plusieurs domaines cognitifs : logique verbale, aisance graphique, structuration spatiale et organisation temporelle. Les élèves entrent dans le système éducatif avec des différences notables de développement cognitif. À 5 ans, 70% des inégalités de développement cognitif et langagier s'expliquent par des facteurs liés au milieu familial. Les enfants naissent inégaux ; tout l'enjeu du système scolaire est qu'ils ne le demeurent pas. Un enjeu majeur : la scolarisation des enfants dès 2 ans.

Les élèves issus des classes populaires s'autosélectionnent davantage à notes égales.

L'institution scolaire choisit ceux qui la choisissent parce qu'elle les choisit.

Notre système scolaire se concentre sur une fonction de tri et de sélection. Fonction de fermer des portes plutôt que d'élargir le champ des possibles ouverts à chaque élève.

La sélection et les concours servent une logique conservatrice en ce qu'ils permettent de justifier une hiérarchie des statuts, in fine des individus ; faire de cette élite un groupe social fermé, arrogant, qui préserve ses considérables avantages en définissant ce qui fait l'excellence et l'intelligence.

Les attentes des professeurs semblent également varier selon l'origine sociale des élèves et les conduisent à stimuler davantage les élèves déjà socialement promis à la réussite.

EN 2011 La France dépensait 11% de moins que la moyenne des pays de l'OCDE pour un élève pré primaire et en 2014 15,3% de moins pour un élève de primaire. **Un système qui privilégie la sélection au détriment de sa fonction intégrative.**

Le modèle d'intégration individualisé qui se caractérise par le recours à des formes individualisées de soutien, par une absence de redoublement et une absence de classe de niveau, et qui peut être observé dans les pays d'Europe du nord, est un facteur de réduction des inégalités.

Les redoublements deviennent négatifs à plus long terme. De plus, ses effets sur la motivation, la confiance et l'ambition des élèves sont toujours négatifs. Les systèmes scolaires ayant recours au redoublement ne parviennent pas à améliorer leur performance globale, ce recours entraînant une accentuation des inégalités socio-économiques.

Notre système n'a de méritocratique que le nom. Il n'a rien d'un système réellement méritocratique qui permettrait de libérer les individus du poids de leur origine sociale en ne faisant dépendre leur destin social que de leurs efforts d'apprentissage. Notre société se caractérise par un lien substantiel entre origine et éducation. La forte emprise du diplôme sur le destin social des individus se traduit par des effets pervers et une relation forte entre origine et destination.

L'école ne prend en compte que certaines qualités et compétences, qui reflètent la sélection de ce qui est considéré comme digne d'être transmis.

Foncièrement élitiste, le discours méritocratique légitime cette distinction qui affirme comme naturelle l'infériorisation de ceux qui sont voués à des tâches manuelles ou d'exécution, et la sélection scolaire contribue à produire et à légitimer une des frontières les plus sensibles et les plus exposées à la contestation de tout ordre social. Le discours méritocratique renvoie aux individus la responsabilité de leur sort, elle devient un ordre moral et le conformisme une ressource de l'action.

La force de cette illusion méritocratique ne tient plus lorsque la situation de l'intéressé manifeste d'une manière criante qu'il n'est pas parvenu à surmonter les obstacles auxquels il était confronté, du fait de sa position sociale.

« Deviens ce que tu es ! » masque en réalité le verdict implacable qui rendra compte de la réussite ou de l'échec scolaire : « Tu étais ce que tu es devenu ».

En faisant reposer sur les épaules de l'individu la responsabilité de sa réussite sociale, elle infirme insidieusement une vision individualiste de la société. Cette méritocratie, sans prise en considération des inégalités sociales est incompatible avec l'idée d'une mobilisation collective de l'ensemble des individus qui en raison de leur origine sociale, ont été cantonnés à des positions dominées dans le champ scolaire qui se sont traduites comme telles dans le champ professionnel et dans le champ social.

Le discours méritocratique sert ainsi de fondement aux stratégies de reproduction qui permettent aux catégories sociales occupant des positions privilégiées d'assurer la reproduction de leur domination malgré le renouvellement des générations.

Le titre scolaire agit comme un droit d'entrée et comme une garantie de compétence à vie ; sans que ses capacités techniques effectives soient prises en considération.

Notre conception de l'intelligence va au-delà de l'accumulation de connaissances, elle désigne davantage la possession d'un ensemble de compétences sociales procédant de la transmission et de l'accumulation d'un certain capital culturel.

Le test du QI, qui est tout sauf objectif, mesure le degré de conformation de l'individu aux attentes sociales qui s'imposent à lui. Faire de cette intelligence une dimension du mérite revient à ignorer les différences de conditions sociales qui favorisent l'accumulation du capital culturel.

**La notion d'effort ne peut pas être appréciée indépendamment des conditions sociales de sa réalisation.**

Un système méritocratique qui entend prendre en compte l'effort fourni par chaque élève doit se donner les moyens de mesurer les obstacles rencontrés par chaque élève pour savoir quelle valeur doit être donnée au résultat qu'il a obtenu. Quel effort l'atteinte de ce résultat a effectivement impliqué. Comparer le point de départ de chaque élève / capital culturel, économique, social...

Les tests, cela revient à évaluer un niveau par rapport à une norme de référence. Loin de permettre une appréciation du mérite, cela ne permet que de déterminer dans quelle mesure l'élève est conforme aux attentes du système scolaire.

Plus on croit que l'école produit des inégalités justes, plus l'emprise des diplômes est forte et plus les inégalités scolaires, résultant d'inégalités d'origine sociale se cristallisent en inégalités sociales.

Plus on croit que la méritocratie va amener l'égalité des chances, moins celle-ci est atteignable.

Le champ scolaire devient le lieu de déploiement des stratégies scolaires qui permettent de convertir des inégalités de capital économique et culturel en inégalités légitimes de mérite, et ainsi d'assurer la transmission des positions sociales d'une génération à l'autre.

L'idéologie du don est une ineptie du point de vue scientifique, comme le rappelle Pierre Merle. Les psychologues et les spécialistes des neurosciences (Dehaene 2003) ont invalidé l'idéologie du don et la conception innéiste des dons qui la sous-tend.

**L'expérience du vrai collègue unique comme en Finlande est un facteur d'efficacité comme une pédagogie tournée vers l'accompagnement des élèves plutôt que leur stigmatisation par une notation humiliante, le redoublement ou l'orientation vers une filière de relégation.**

Le secteur privé français est l'un des plus importants de l'OCDE.

L'appellation REP, au-delà de la question des moyens, étiquette les établissements ; ce qui a des effets pervers qui annulent l'efficacité de cette politique. Concentration de pairs faibles, des attentes des professeurs moins expérimentés réduites.

La méritocratie apparaît comme un discours des élites pour les élites.

Les pratiques de notation chiffrée et la formulation de jugements scolaires sans appel revêtent un caractère humiliant pour l'élève dès lors qu'elles s'inscrivent dans un contexte social qui stigmatise l'erreur et l'échec comme les marques d'une infériorité intrinsèque des individus concernés.

Le système éducatif français génère des attitudes de frustration, d'angoisse, de critique bien plus que chez les voisins européens. Cela s'explique en partie par un fonctionnement vertical infantilisant. Plus de 50% des jeunes estiment qu'ils ont peu de chance de montrer ce dont ils sont capables.

La société du concours renforce l'individualisme de nos sociétés.

Le culte de la performance, qui est le corollaire de la société du mérite comporte des effets négatifs pour l'ensemble de la société. **Les structures coopératives sont plus productives que celles valorisant la compétition.**

Le fait d'être consacré comme un bon ou un mauvais élève affecte les interactions y compris amicales des très jeunes enfants. Loin d'être neutre, l'adhésion au discours méritocratique traduit bien un choix de valeurs : mettre en avant la responsabilité de l'individu, fautif s'il échoue, au détriment de la solidarité des membres de la collectivité.

Dans un contexte social et économique où s'impose l'idée qu'il n'est pas possible d'être solidaire avec tous, nous avons collectivement tendance à nous désengager de certaines formes publiques de solidarité pour mieux aider ceux qui nous sont chers.

Choisir la connaissance plutôt que la performance ; l'émancipation intellectuelle, plutôt que la soumission aliénante aux exigences du marché du travail, l'affirmation de l'autonomie de l'étudiant, plutôt que le modeler pour qu'il réponde aux attentes des entreprises ; ceci autour des filières pluridisciplinaires.

**Permettre à chacun à tout moment de sa vie, de faire ce qu'il souhaite, d'avoir plusieurs vies professionnelles, de déployer sa créativité et ainsi participer à l'affirmation d'une société d'individus libres et motivés, riche des aspirations et de la créativité de ses membres.**

Notre système est aujourd'hui incapable de compenser les inégalités liées à l'origine sociale. Les distinctions élitistes et statutaires alimentent cette cascade de mépris.

Abandon de l'idéologie des dons, des talents, des goûts qui sert à légitimer des inégalités sociales que rien ne justifie. **Distinguer le fait de mériter quelque chose et le fait d'avoir droit à quelque chose.**

Serait méritant l'individu qui payerait sa dette à la collectivité en utilisant à bon escient les avantages liés à la position sociale qu'il a conquise.



## UN AUTRE SYSTEME SCOLAIRE POSSIBLE

Augmenter la scolarisation à 2 ans.

Diminuer les redoublements.

Augmenter les dispositifs de deuxième chance ; rattrapage de fin d'année, promotion conditionnelle, passage dans la classe supérieure avec un programme spécifique.

Des classes de taille réduite.

Une organisation pluriannuelle des programmes scolaires.

Maintenir le même enseignant pour une classe pendant plusieurs années.

Agir le plus possible en amont des difficultés scolaires.

L'effet maître est une source sensible de différenciation des niveaux de compétences.

Faire progresser les élèves faibles, ce qui ne pénalise pas les plus forts.

Supériorité de la pédagogie explicite ; exposé avec TD, travaux en autonomie et exercices individuels, révisions régulières.

Arrêter les notations et les jugements scolaires qui provoquent des effets délétères : comportement de tricherie, stress, concentration sur le résultat et non sur l'apprentissage, image de soi dégradée.

Proposer une évaluation qualitative informant l'élève de ses points forts et de ses points faibles.

Notation transmise confidentiellement à l'élève.

Recours à plusieurs pratiques d'évaluation ; possibilité pour l'élève, à sa demande, d'effectuer une deuxième fois l'évaluation.

Des activités régulières non évaluées. Valoriser les erreurs.

L'augmentation du ratio enseignants/élèves pour accroître la part des Travaux Dirigés.

Des pratiques qui valorisent l'effort plutôt que l'atteinte d'un niveau arbitrairement défini.

Bienveillance : une plus grande place à l'expression des élèves, aux interactions entre élèves, entre élèves et professeurs.

Dissocier le résultat objectif de l'engagement effectif.

Ôter à l'école son monopole dans le placement des individus ; qu'elle ne soit plus le vecteur unique de l'attribution des places dans la société.

Encourager l'autonomie des individus, les allers-retours entre études et emplois.

Une société moins scolaire serait bénéfique à l'école elle-même ; diminuer la pression qui pèse sur le système éducatif soumis à des exigences démesurées. Une moindre focalisation sur le diplôme diminuerait l'intensité de la compétition scolaire.

Revaloriser l'importance de la connaissance ainsi que celle des valeurs qui entretiennent la cohésion de la société.

Dubet : plus les inégalités entre les places sociales sont réduites, plus l'égalité des chances est élevée.

Permettre aux individus de choisir des places en fonction de leurs préférences et non du rendement disproportionné de telles places par rapport à d'autres.

Sortir de cette prison intellectuelle qu'est l'élitisme républicain en revalorisant les autres places tant sur le plan matériel que sur le plan symbolique.

Notes prises le 25 / 08 / 2019.

Robert Girerd